

# « Les francophones deux fois minorisés »

GOVERNEMENT Pour Francis Delpérée (CDH), la coalition suédoise sera « bancale »

- Le député se dit effaré.
- Minoritaires au parlement, les francophones le seront aussi au gouvernement « puisque les ministres MR ne représenteront pas une majorité au sud du pays ».
- « On touche à un élément essentiel du fédéralisme : l'égalité. »

## ENTRETIEN

**O**n le sait : longtemps professeur de droit constitutionnel, l'ex-sénateur et désormais député Francis Delpérée ne se promène jamais sans sa Constitution. C'est en son nom qu'il dénonce la future coalition suédoise. Car, dit-il d'emblée, « c'est une formule bancale ». Et dangereuse pour les francophones et le fédéralisme belge.

### Pourquoi bancale, la suédoise ?

A cause de la présence minoritaire des francophones. Et ceux qui défendent cette coalition tiennent des discours effarants. Il y a d'abord les innocents. Qui disent que la Constitution prévoit 15 ministres maximum (avec un statut particulier pour le Premier) et la parité, donc 7 Flamands - 7 francophones ou 6-6 ou 5-5. Mais 7-7 ou 6-6 quoi ? Ils ne se posent pas la question de savoir ce qu'ils représentent ; pour eux, il suffit d'avoir 7 ou 6 potiches, pour autant qu'elles parlent le français et, pour faire plaisir à la N-VA, le néerlandais. Pour moi, les ministres doivent représenter leur Communauté.

### La Constitution n'est pas claire ?

Justement. Il y a ensuite les obsédés textuels : ceux qui disent que la Constitution ne précise pas qu'il faut 7 ou 6 représentants valables ou autorisés. Pour eux, les ministres francophones ne doivent donc pas être des représentants de la Communauté

française, sous prétexte que ce n'est pas dit dans le texte. Mais les mots démocratie, citoyenneté ou régime parlementaire ne figurent pas non plus dans la Constitution, pourtant ils expliquent et prolongent le texte. Enfin il y a les rusés : ceux qui savent ce que dit la Constitution, comme la N-VA, mais qui la prennent quand cela les aide et la laissent tomber quand ça les sert.

### Mais dans la suédoise, il y aura une parité francophones-Flamands au conseil des ministres...

Une parité arithmétique, mais, du côté francophone, cela pourrait être 7 Schtroumpfs ou 7 nains de Blanche-Neige ! Ils ne seront pas appuyés par une majorité. Ceux qui défendent cette coalition n'acceptent pas le fédéralisme, au fond. Il y a deux groupes. Les confédéralistes, les séparatistes de la N-VA qui contestent la parité au conseil des ministres ; c'est leur logique. Et des gens qui se disent fédéralistes mais sont des archéo-unitaristes, puisqu'ils ne jugent pas importante l'absence de majorité dans le groupe francophone du moment qu'il y a 7 ministres francophones. Comme fédéraliste, ça me choque profondément. C'est une sorte d'aveuglement difficile à comprendre. Comme si on était avant la réforme de 1970, dans une société pas traversée de problèmes communautaires. C'est une vision embellissante de l'Etat unitaire, mais un Etat unitaire dirigé par une majorité flamande. Si c'est ça, l'avenir promis aux francophones... Qu'ont-ils à faire dans une société politique aussi déséquilibrée ?

### L'absence de majorité vous gêne aussi quand c'était dans le groupe linguistique flamand, même si c'était d'un siège ?

Bien sûr, mais la situation était différente en raison de la crise qui a duré d'avril 2010 à dé-

cembre 2011. Ici, c'est au bout d'un mois qu'on installe cette formule. Dans le gouvernement Di Rupo, un seul siège manquait ; ici, c'est un gouffre béant.

Et en politique, il n'y a pas que les chiffres qui comptent ; il faut se poser la question de ce que l'on représente. On peut jouer à la grenouille qui se croit aussi grosse que le bœuf ; mais le bœuf nous ramène un jour au sens des proportions et de la mesure que l'on a sur la scène politique.

### Etre le seul parti francophone ne peut-il être une force, puisqu'on a vraiment besoin de vous ?

C'est le discours paradoxal que certains tiennent : moins je représente, plus je pèse... Et il ne faut pas oublier l'argument juridique : le conseil des ministres ne statue pas selon la règle de l'unanimité, mais du consensus ; il n'y a pas de droit de veto.

### Cela ne revient pas au même ? S'il faut le consensus, tant qu'il n'existe pas, il n'y a pas d'accord.

Non, car s'il y a veto, le point ne passe pas. Lorsqu'il n'y a pas de consensus, on continue à discuter. Et on vous rappellera 20 fois que vous ne pesez pas grand-chose dans votre Communauté.

### Vous avez connu de telles situations dans l'équipe Di Rupo ?

Oui. Quand le Premier ministre dit « écoutez, vous avez entendu les points de vue et vous êtes un peu tout seul... », on peut dire qu'on met le gouvernement par terre... mais pas tous les jours ! Et c'est un mécanisme de défense : on peut bloquer certaines choses, mais rien faire avancer.

### Le MR sera toujours dans une position défensive ?

S'il ne peut s'appuyer sur une force suffisante du côté francophone, il représente ce qu'il représente, pas plus. Dans un Etat fédéral, surtout bipolaire, il y a un principe fondamental : l'égalité

*entre composantes. Dans beaucoup d'Etats fédéraux, cette égalité est concrétisée par l'aménagement du parlement : le Sénat traite les Etats ou cantons sur un pied d'égalité, comme aux Etats-Unis ou en Suisse. En Belgique, on n'a pas ça, mais on a, en compensation, une égalité au conseil des ministres ; c'est essentiel. Il faut donc que les ministres « F » et « N » représentent leur Communauté. Je ne peux accepter un statut de double minorité francophone : au parlement et au gouvernement. Le sentiment de dignité au sein du couple belge peut-il se concilier avec ce statut d'infériorité ? Je suis effaré.*

**Vous pourriez, depuis l'opposition, appuyer certains projets gouvernementaux, cela renforce-**

## CONTEXTE

### A l'unisson des trois constitutionnalistes

A l'heure où trois constitutionnalistes rédigeaient une carte blanche (*Le Soir* d'hier) mettant en garde contre le danger, pour les francophones, d'une coalition suédoise/kamikaze, Francis Delpérée, député CDH qui a l'oreille de son président (certainement sur ce genre

**rait le camp francophone...**

*Pour quoi faire ? Si on s'installe dans une situation bancal, il ne faut pas demander à l'opposition de fournir une chaise roulante !*

**Donc, le CDH ne soutiendra pas le gouvernement à l'occasion ?**

*Je suis assez clair.*

**Selon vous, l'Etat fédéral lui-même est en danger ?**

*On touche à un élément essentiel de l'Etat fédéral. Je ne veux pas semer la panique, mais je dis que ce n'est pas bien car on ne sait pas où l'on va s'arrêter.*

**C'est le but de la N-VA, qui joue double jeu : affaiblir l'Etat fédéral ?**

*La N-VA est dans sa logique, mais les francophones doivent*

*comprendre qu'ils jouent un jeu très dangereux et qui va à l'encontre de leurs intérêts.*

**On risque d'aller vers un autre schéma que le fédéralisme actuel (confédéralisme, séparatisme) ?**

*Oui et non, car il n'y a rien après le fédéralisme : ou on fait du fédéralisme égalitaire, responsable, qui respecte les deux Communautés, ou rien. C'est to be federal or not to be at all. ■*

Propos recueillis par  
**MARTINE DUBUISSON**

de questions), réfléchissait, lui aussi, en vacances, aux dangers d'un gouvernement composé de trois partis flamands et d'un seul parti francophone.

Les arguments qu'il défend dans notre interview, avec la bénédiction du patron CDH, rejoignent ceux des Dumont, Uyttendaele et Verdussen (« deux furent mes élèves ») : « Leur analyse s'inscrit dans une logique fédérale forte que

*je n'ai jamais cessé de préconiser », dit Francis Delpérée. Lui qui se veut « le représentant d'une composante qui a droit à un statut égalitaire dans le couple belge ». Pointant l'actuelle table de négociations fédérale, « 10 Flamands et 4 francophones », il lance : « Vous avez dit parité ? » Cette parité au conseil des ministres qu'il défend bec et ongles ci-contre.*

MA.D.

# « Pas avec cette N-VA-là qui veut casser l'Etat »

**Pour le CDH, il était impossible d'entrer dans une coalition avec la N-VA ?**

*Nous avons été les plus cohérents, en tenant un discours identique avant et après le scrutin. Les contacts avec Bart De Wever ont été très limités et quand on a vu que des principes comme la loyauté fédérale, ou la circonscription fédérale et le survol de Bruxelles étaient simplement évacués, on a dû se rendre compte que la N-VA n'a pas changé.*

**Donc, avec la N-VA, ce sera toujours non ?**

*Avec la N-VA d'aujourd'hui, ses statuts, son programme, sa volonté de casser l'Etat belge.*

**Et vous maintenez : la N-VA, parti raciste... ?**

*Je n'ai pas dit cela par stratégie, mais parce que je le pensais. Je les vois travailler au Sénat : ils sont porteurs d'une vérité immuable et pas prêts au dialogue.*

**Benoît Lutgen pense que s'il avait proposé de négocier avec la N-VA, il aurait provoqué une fracture au CDH et des départs. Vous aussi ?**

*Oui.*

**Vous-même auriez claqué la porte ?**

*J'aurais peut-être attendu que d'autres s'en aillent... Quand le parti a dit non à la note De Wever et a décidé la participation en Régions, j'ai été soulagé. On ne pouvait changer de propos. L'analyse du président est exacte.*

**Ne craignez-vous pas que le CDH perde une partie de son électorat de centre-droit ?**

*Après les élections, j'ai entendu beaucoup de monde défendre une coalition entre libéraux et centristes, car ça correspond à nos préoccupations et on se "déscotche" du PS. Mais elle n'avait pas 76 sièges sur 150 à la Chambre et pas de majorité dans le groupe francophone ni en Communauté française. Infaisable. Le message global que l'on reçoit, c'est : vous nous rassurez ; on n'a pas vendu notre âme.*

**Il n'y a pas de malaise au CDH ?**

*Je n'en perçois pas.*

**Certains reprochent au président de ne guère consulter ; vous entendez ça aussi ?**

*Honnêtement non, mais je suis peut-être mal placé... ■*

Propos recueillis par  
**Ma.D.**